La centrale d’Enguri, une curieuse dissonance dans les relations abkhazo-géorgiennes

Description

En octobre 2025, malgré l’optimisme du directeur de la compagnie d’électricité abkhaze qui venait d’assurer qu’aucune coupure ne serait à déplorer au cours de l’hiver, le gouvernement annonçait une coupure à Ochamchira. Chaque année, de sévères interruptions de courant frappent l’Abkhazie, dont la centrale Enguri (ou Inguri) est l’unique source de production d’électricité.



À une trentaine de kilomètres de l’unique poste-frontière opérationnel entre l’Abkhazie et la Géorgie se dresse l’imposant barrage d’Enguri (ou Inguri), du nom du fleuve qui dévale les hauts plateaux de Svanétie et serpente le long de la frontière abkhazo-géorgienne. Nichée au creux des montagnes caucasiennes, la structure en arche construite sous l’occupation soviétique surplombe de ses 271,5 mètres la vallée où le fleuve creuse son lit jusqu’à la mer Noire.

Un peu plus loin, côté abkhaze, les quatre centrales hydroélectriques d’Enguri fournissent annuellement de l’électricité aux deux côtés de la frontière depuis la sécession de la République *de facto*. Le complexe hydraulique, à cheval entre la Géorgie et l’Abkhazie, fait l’objet d’une étonnante et silencieuse collaborationntre les autorités de Tbilissi et de Soukhoumi.

Une centrale qui maintient des relations abkhazo-géorgiennes sur la corde raide

Petit territoire d’environ 8 700 km^2 bordé par la Russie et la Géorgie, l’Abkhazie a déclaré unilatéralement son indépendance en 1992, au terme d’une guerre violente qui a opposé les troupes géorgiennes aux indépendantistes abkhazes, soutenus par des volontaires du Caucase Nord et par la Russie. Dès lors, la Géorgie et la jeune République abkhaze ont convenu d’une gestion commune du complexe d’Enguri, qui est ainsi devenu un axe coopération apolitique entre les deux parties.

Selon les termes de cette entente, la centrale détenue par l’entreprise d’État géorgienne Engurhesi alloue 60 % de l’électricité qu’elle produit à Tbilissi et 40 % à Soukhoumi à titre gracieux. Lorsque le débit du fleuve faiblit significativement en hiver, environ 90 % de l’électricité revient à la République auto-proclamée, tandis que la saison des crues de mars à octobre rééquilibre l’équation et permet à la Géorgie de bénéficier d’environ 60 % de l’électricité produite par la centrale. Celle-ci contribue en moyenne à 40 % de la consommation annuelle d’électricité en Géorgie et alimente 90 % des besoins en électricité d’Abkhazie, ce qui la désigne comme une infrastructure critique aux yeux de cette dernière. Si Enguri est pour Tbilissi d’une importance moindre que pour Soukhoumi, elle n’en demeure pas moins hautement stratégique, puisque sa production (3 400 GWh) surpasse largement celle des autres centrales hydroélectriques du pays (8 100 GWh cumulés pour l’ensemble des centrales).

De chaque côté de la frontière, les deux parties n’ont donc d’autre choix que de collaborer, d’autant plus que le barrage et les deux tiers du tunnel qui amène l’eau sont situés côté géorgien, alors que les centrales et les câbles acheminant l’électricité sont implantés dans la municipalité de Gali, en Abkhazie. La répartition du complexe de part et d’autre de la ligne de démarcation établit de fait une relation de co-dépendance qui rend nécessaire une coopération énergétique entre Tbilissi et Soukhoumi.

Le soutien au secteur énergétique en Abkhazie, un discret outil de pouvoir pour Moscou

Le coût très réduit de l'électricité en Abkhazie (0,013€/kWh pour les particuliers et 0,023€ pour les entreprises) a encouragé la multiplication des opérations de cryptominage, que le laxisme des autorités a laissé proliférer. L'Abkhazie, très vulnérable aux fluctuations de la consommation et de la production d'énergie en raison de la quasi-absence d'infrastructures électrogènes sur son territoire, est ainsi en proie chaque hiver à de préoccupantes pénuries d'électricité. Pour remédier à cette situation, Chernomorenergo, la compagnie d'électricité étatique abkhaze, a conclu un accord en 2016 avec Inter RAO, l'entreprise russe d'exportation d'électricité, pour garantir à la République *de facto* un approvisionnement en électricité financé par le budget russe (à hauteur de 302 GWh en 2024) avec l'aval du gouvernement géorgien, qui exploite le réseau électrique de la République sécessionniste. L'électricité russe est acheminée en Abkhazie *via* un réseau de câbles à haute-tension.

Le soutien russe au secteur énergétique en Abkhazie permet à Moscou d'asseoir son pouvoir dans le pays à bas bruit. La crise politique qui a secoué la République *de facto* en 2024 a par exemple permis le retrait d'un projet de loi sur les investissements immobiliers russes en Abkhazie, interdits depuis 1995 : les représailles du Kremlin ne se sont pas fait attendre, puisque ce dernier a alors suspendu son programme d'électricité subventionnée. L'aggravation de la crise énergétique annuelle en Abkhazie et les tractations du futur président Badr Gunba – dont la candidature était soutenue par la Russie – ont finalement convaincu Moscou de rétablir son aide fin décembre 2024. Cependant, le message est clair : le soutien de la Russie n'est jamais inconditionnel.

Une gestion de la centrale hydroélectrique à contre-courant des liens abkhazo-géorgiens

Sur fond de dépendance croissante de Soukhoumi vis-à-vis de Moscou, Tbilissi cherche à préserver ses liens avec la République auto-proclamée. Il est donc dans l'intérêt de la Géorgie de maintenir la coopération basée sur un partage de l'électricité d'Enguri avec l'Abkhazie. Dans une interview accordée à *JamNews* en octobre 2023, le président de la centrale Levan Mebonia confiait qu'une telle entente économique, unique terrain d'échange entre les deux territoires, « *était le moyen le plus efficace de résoudre le conflit* ».

Si le fleuve Enguri sépare l'Abkhazie de la Géorgie, il demeure aussi symboliquement l'une des seules passerelles qui autorise le dialogue entre les deux parties du conflit. La partition de la centrale d'Enguri et la compréhension mutuelle qui permet son fonctionnement portent timidement l'espoir d'une reprise des relations abkhazo-géorgiennes.

L'Abkhazie, un « territoire géorgien occupé par la Russie »

Situés à quelques kilomètres du barrage, sur les rives de l'Enguri, les immeubles décrépis des villages de Jvari ou de Potskhoetseri sont devenus des centres de regroupement pour les 250 000 réfugiés géorgiens expulsés d'Abkhazie pendant la guerre. La plupart sont employés sur le barrage, qui demeure la principale source de revenus pour les déplacés. Terrain d'entente supposément neutre, la centrale d'Enguri porte pourtant les stigmates du conflit. Elle cristallise une constellation d'enjeux de mémoire, de réinsertion des réfugiés, d'intérêts mutuels qui ne disent pas leurs noms. Si elle fait figure d'exception dans la relation abkhazo-géorgienne, Enguri renvoie aussi, par contraste, à toutes ses fractures et ses impasses.

Elle demeure le seul dispositif où une coopération pragmatique perdure, en dépit du contexte politique très dégradé. En effet, pour une majorité de Géorgiens, « *20 % du territoire géorgien est occupé par la Russie* ». Cette phrase, qui court sur toutes les lèvres, est devenue une sorte de mantra collectif pour dénoncer l'intervention et la présence militaires russes en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Ce discours, largement repris à son compte par le gouvernement géorgien, est devenu une des pierres d'achoppement des relations abkhazo-géorgiennes, au prix d'un manque de reconnaissance des aspirations souveraines abkhazes.

La question de l'intégrité territoriale demeure une blessure ouverte dans la mémoire géorgienne, d'autant plus depuis 2008 et la reconnaissance par la Russie de « l'indépendance » de l'Abkhazie en même temps que celle de l'Ossétie du Sud. La rapidité de l'invasion russe cette année a douloureusement rappelé à la Géorgie sa flagrante infériorité militaire. Toute perspective de dialogue entre Tbilissi et Soukhoumi a dès lors été bloquée, d'autant que la loi

géorgienne de 2008 sur les « territoires occupés » a substitué cette expression à celle de « régions séparatistes », auparavant dominante dans les déclarations, mettant fin à toute perspective d'échanges officiels avec les autorités de la République *de facto*. L'historien abkhaze Astamour Tania s'interroge ainsi : « *Comment les Géorgiens pourraient-ils signer un accord avec nous s'ils nous considèrent comme un territoire occupé ?* » Ce glissement vers la rhétorique de l'occupation a complexifié le dialogue déjà épineux entre la Géorgie et l'Abkhazie, dont les autorités sont à la solde d'une Russie qui n'a eu de cesse d'attiser le ressentiment abkhaze et d'exacerber les tensions avec la Géorgie, selon le vieil adage « diviser pour régner ». Alors que les échanges entre les deux parties se limitent désormais aux discussions internationales de Genève, largement paralysées, la gestion d'Enguri réunit des employés géorgiens et abkhazes dans une « *atmosphère empreinte de cordialité réciproque* », d'après le directeur Levan Mebonia, où les griefs historiques et l'ingérence russe cessent temporairement de structurer le rapport entre Géorgiens et Abkhazes.

La centrale Enguri maintient donc un lien ténu entre les deux parties mais rappelle aussi que l'Abkhazie ne possède pas d'autres infrastructures électriques sur son territoire. Cette situation souligne cruellement les faiblesses de l'économie du territoire sécessionniste, qui doit s'accommoder du soutien capricieux de son puissant voisin septentrional lorsque la centrale ne suffit plus à combler les besoins en électricité. Force est donc de reconnaître que le jour d'une réconciliation entre Tbilissi et Soukhoumi semble encore lointain et que les autorités abkhazes nagent entre deux eaux. Mais le fleuve Enguri, qui irrigue la centrale, charrie encore dans son cours un certain attachement à l'idée de voir l'Abkhazie renouer ses relations avec la Géorgie.

Vignette : Le barrage d'Enguri (Copyright : Nikolai Bulykin/Wikimedia Commons, 2024).

* Capucine Ceva est étudiante en master d'économie et management à l'ESSEC et en licence de littérature et philosophie à l'université de Nanterre. Dans le cadre d'un stage réalisé à l'ambassade de France à Tbilissi, elle a passé plusieurs mois dans le Caucase.

Pour citer cet article : Capucine CEVA (2026), « La centrale d'Enguri, une curieuse dissonance dans les relations abkhazo-géorgiennes », *Regard sur l'Est*, 9 mars.

Retour en haut de page

date créée
09/03/2026
Champs de Méta
Auteur-article : Capucine Ceva*